

Brochure n° 3282

Convention collective nationale  
IDCC : 1875. – **CABINETS ET CLINIQUES VÉTÉRINAIRES**  
**(Personnel salarié)**

---

Brochure n° 3332

Convention collective nationale  
IDCC : 2564. – **VÉTÉRINAIRES**  
**(Praticiens salariés)**

---

AVENANT DU 5 JUIN 2019  
À L'ACCORD DU 29 MARS 2019  
RELATIF À LA FUSION CONVENTIONNELLE  
NOR : ASET1951162M  
IDCC : 1875, 2564

---

Entre :  
SNVEL,  
D'une part, et  
FNAA CFE-CGC ;  
FSPSS FO ;  
FESSAD UNSA ;  
CFTC agri,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Dans l'article 2 de l'accord du 29 mars 2019, relatif à la fusion des champs d'application conventionnels des cabinets et cliniques vétérinaires et des vétérinaires praticiens salariés, le dernier paragraphe est supprimé et remplacé par les paragraphes suivants :

« Les évolutions négociées de la convention fusionnée, seront applicables à l'ensemble des salariés relevant du champ d'application fusionné de la convention annexée à la convention CCV.

Les CPPNI de la convention CCV et de la convention annexée sont fusionnées en une CPPNI unique conformément à l'article L. 2261-34 du code du travail. »

La mention suivante : « La convention annexée continuera » est supprimée et remplacée par la mention suivante : « Les dispositions de la convention annexée continueront ».

## **Article 2**

### *Durée et date d'entrée en vigueur*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, et peut être dénoncé ou révisé dans les conditions légales. Il entre en vigueur dès sa signature.

## **Article 3**

### *Dépôt*

Au terme du délai d'opposition de 15 jours suivant sa notification, le présent accord est déposé, conformément aux dispositions légales, auprès de la direction générale du travail et du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes.

## **Article 4**

### *Extension*

Les signataires du présent accord s'engagent à en demander l'extension auprès du ministre chargé du travail.

## **Article 5**

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques de l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés car le présent avenant vise à fusionner les dispositions applicables à tous les salariés des deux branches, quelle que soit la taille de leur entreprise.

Fait à Paris, le 5 juin 2019.

(Suivent les signatures.)